



**Far:UIT-QI**

Sous la pression de la lutte des classes et les interpellations de la base de certains secteurs syndicaux qui ont participé à la mobilisation des gilets jaunes, la bureaucratie syndicale de la CGT, après plus de six semaines de mobilisation, a été obligée à appeler à une grève interprofessionnelle nationale le 5 février. Immédiatement, les gilets jaunes et leurs principaux dirigeants, en particulier Éric Drouet et François Boulo, ont appelé à se joindre à cette grève et appelle à la grève générale illimitée, puisque depuis le début de ce mouvement de masse historique, la principale revendication est « Macron démission ! ». FO, la FSU et Solidaires aussi appellent à la grève et aux manifestations dans tout le pays.

Les gilets jaunes sont le reflet d'une rébellion populaire contre Macron et sa politique d'austérité contre les classes populaires. C'est un mouvement hétérogène qui touche différentes classes sociales. Devant la force du mouvement, le gouvernement a dû reculer sur la taxe des carburants, mais le mouvement était plus profond et questionnait sa politique économique qui est au service de la finance et qui appauvrit les travailleurs et la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

Le gouvernement a essayé d'isoler et de criminaliser le soulèvement populaire, mais sans succès. La répression policière a été brutale, a causé 10 morts et plus de 2000 blessés dont une centaine gravement, et des milliers d'interpellations. Macron veut imposer une remise en cause des libertés démocratiques et s'attaque au droit de manifester avec une loi soi-disant « anti-casseurs ». Durant la 12ème journée/semaine de lutte, le 2 février dernier, des dizaines de milliers de personnes sont de nouveau sorties dans les rues pour dénoncer la répression du gouvernement et pour rendre hommage aux blessés.

Au vu de son impuissance à contenir la situation, le gouvernement a appelé à un grand débat citoyen comme moyen pour freiner la puissante vague de revendications venant de la rue. Mais le refus de participer au débat a été catégorique et c'est le gouvernement qui apparaît de plus en plus isolé et questionné. L'exigence de la démission de Macron a pris une place centrale dans les manifestations.

Des groupes fascistes se sont infiltrés dans les manifestations, parfois comme service d'ordre, essayant d'instrumentaliser la rébellion populaire et l'indignation. Pendant une marche, ils ont attaqué le cortège de militants du NPA et dans d'autres manifestations, ils s'en sont pris à ceux qui réclamaient une politique de solidarité envers les migrants. Ils ont été expulsés de plusieurs manifestations.

La jonction avec les syndicats ouvriers, d'abord lors de manifestations, puis dans la grève générale du 5 février, est un saut qualitatif dans la lutte pour mettre en échec le gouvernement de Macron et pour imposer les plans d'urgence revendiqués. C'est le chemin vers un gouvernement ouvrier et populaire qui rompe avec le capitalisme et se mette au service des travailleurs et des jeunes.

Nous, UIT-QI, soutenons la grève générale du 5 février et appelons à prendre des initiatives de solidarité internationale devant les ambassades et les consulats en soutien à la lutte ouvrière et populaire en France.